



**Youxta**  
Audit

## **FILL UP MEDIA**

Rapport du Commissaire aux Comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

YOUXTA AUDIT  
Société de commissariat aux comptes  
Inscrite à la Compagnie Régionale de Lyon

SAS au capital de 20 000€  
RC LYON 392 958 047  
APE 6920 Z

FILL UP MEDIA

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 745.881,25 euros

Siège social : 139 rue Vendôme

69006 Lyon

527 691 679 R.C.S. Lyon

## **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

E x e r c i c e   c l o s   l e   3 1   d é c e m b r e   2 0 2 4

**YOUXTA AUDIT**

Membre de la  
Compagnie régionale de  
Lyon

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de la société FILL UP MEDIA,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FILL UP MEDIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Caluire-et-Cuire, le 28 avril 2025*

Le commissaire aux comptes

**YOUXTA AUDIT**  
Membre de la  
Compagnie régionale de  
Lyon



GEOFFROY JOLY, ASSOCIE

## Etats financiers

### Bilan

Bilan Actif - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24		Au 31/12/23	
	Brut	Amort./Dépré.	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 720 044</b>	<b>(2 511 405)</b>	<b>2 208 638</b>	<b>2 139 218</b>
dont Frais d'établissement	1 144 839	(615 345)	529 494	741 585
dont Frais de recherche et de développement	1 569 090	(1 005 708)	563 383	720 336
dont Concession, brevets et droits similaire	848 503	(692 508)	155 994	191 031
dont Autres immobilisations incorporelles	331 900	(197 844)	134 056	159 025
dont Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	825 712		825 712	327 241
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 608 757</b>	<b>(2 847 785)</b>	<b>4 760 972</b>	<b>1 709 680</b>
dont Install. techniques, matériels et outillages industriels	5 659 230	(2 809 969)	2 849 261	945 861
dont Autres immobilisations corporelles	78 118	(37 816)	40 301	7 569
dont Immobilisations en cours	1 871 410	-	1 871 410	756 250
<b>Immobilisations financières</b>	<b>616 462</b>	<b>-</b>	<b>616 462</b>	<b>729 185</b>
dont Autres titres immobilisés	2 500	-	2 500	2 500
dont Autres immobilisations financières	613 962	-	613 962	726 685
<b>Total Actif immobilisé</b>	<b>12 945 263</b>	<b>(5 359 190)</b>	<b>7 586 073</b>	<b>4 578 084</b>
<b>Stocks</b>	<b>44 839</b>	<b>-</b>	<b>44 839</b>	<b>49 178</b>
dont Matières premières, approvisionnements	44 839	-	44 839	49 178
<b>Avances et acomptes versés sur cdes</b>	<b>23 012</b>	<b>-</b>	<b>23 012</b>	<b>3 787</b>
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>10 474 724</b>	<b>(812 744)</b>	<b>9 661 981</b>	<b>9 282 739</b>
<b>Autres créances</b>	<b>1 784 831</b>	<b>-</b>	<b>1 784 831</b>	<b>876 059</b>
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>50</b>	<b>-</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>3 222 537</b>	<b>-</b>	<b>3 222 537</b>	<b>4 870 890</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>257 363</b>	<b>-</b>	<b>257 363</b>	<b>212 499</b>
<b>Total Actif circulant + CCA</b>	<b>15 807 357</b>	<b>(812 744)</b>	<b>14 994 613</b>	<b>15 295 203</b>
Frais d'émission d'emprunts et Primes de remboursement des obligations	1 048 186		1 048 186	30 296
<b>TOTAL BILAN ACTIF</b>	<b>29 800 806</b>	<b>(6 171 934)</b>	<b>23 628 872</b>	<b>19 903 583</b>

<b>Bilan Passif - Fill Up Media - en €</b>	<b>Au 31/12/24</b>	<b>Au 31/12/23</b>
Capital social	745 881	704 503
Primes d'émission, de fusion, d'apport	7 697 398	9 368 567
Réserves	31 752	31 752
dont Réserve légale	21 400	21 400
dont Autres réserves	10 352	10 352
Report à nouveau	(2 750 003)	(2 750 003)
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>(2 527 190)</b>	<b>(2 629 791)</b>
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>3 197 838</b>	<b>4 725 028</b>
<b>Total Provisions pour R&amp;C</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emprunts et dettes financières	8 636 575	4 472 285
dont Emprunts obligataires convertibles	2 805 103	-
dont Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	5 813 792	4 459 798
dont Emprunts et dettes financières diverses	17 680	12 487
Fournisseurs et comptes rattachés	7 888 487	3 848 302
Dettes fiscales	2 292 060	1 637 958
Dettes sociales	373 851	476 655
Autres dettes	54 245	4 038 169
Produits constatés d'avance	1 185 815	705 187
<b>Total Dettes &amp; Comptes de régularisation</b>	<b>20 431 034</b>	<b>15 178 555</b>
<b>TOTAL BILAN PASSIF</b>	<b>23 628 872</b>	<b>19 903 583</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Production vendue de services	9 731 119	8 301 306	↑ +1 429 813	17 %
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>9 731 119</b>	<b>8 301 306</b>	↑ +1 429 813	17 %
Production immobilisée	498 471	327 241	↑ +171 231	52 %
Subventions d'exploitation	5 567	13 833	↓ - 8 267	(60)%
Reprises sur amort. et prov., transf. de charges	599 583	203 417	↑ +396 167	195 %
Autres produits	940	900	→ +41	5 %
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>10 835 681</b>	<b>8 846 696</b>	↑ +1 988 984	22 %
Achats de mat. 1° et autres appro.	(5 567)	(13 206)	↑ +7 639	(58)%
Variation de stock (mat. 1° et appro.)	(4 339)	(3 074)	→ - 1 265	41 %
Autres achats et charges externes	(6 290 463)	(5 228 146)	↓ - 1 062 316	20 %
Impôts, taxes et versements assimilés	(128 071)	(105 860)	↓ - 22 211	21 %
Salaires et charges	(4 674 209)	(4 290 019)	↓ - 384 190	9 %
Dotations d'exploitation	(1 218 719)	(1 474 038)	↑ +255 319	(17)%
Sur immobilisations : - Dotations aux amortissements	(899 140)	(894 532)	→ - 4 607	1 %
Sur actif circulant : Dotations aux provisions	(319 579)	(579 506)	↑ +259 927	(45)%
Autres charges	(620 164)	(384 474)	↓ - 235 690	61 %
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(12 941 531)</b>	<b>(11 498 818)</b>	↓ - 1 442 713	13 %
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(2 105 851)</b>	<b>(2 652 122)</b>	↑ +546 271	(21)%
Total des produits financiers	2 291	20 910	↓ - 18 619	(89)%
Total des charges financières	(348 566)	(89 369)	↓ - 259 197	290 %
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(346 276)</b>	<b>(68 459)</b>	↓ - 277 817	406 %
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>(2 452 126)</b>	<b>(2 720 581)</b>	↑ +268 454	(10)%
Total des produits exceptionnels	1 007 465	183 467	↑ +823 998	449 %
Total des charges exceptionnelles	(1 207 427)	(223 866)	↓ - 983 561	439 %
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(199 962)</b>	<b>(40 399)</b>	↓ - 159 563	395 %
Impôts sur les bénéfices	124 898	131 189	↓ - 6 291	(5)%
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(2 527 190)</b>	<b>(2 629 791)</b>	↑ +102 601	(4)%

## Notes annexes

### Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : FILL UP MEDIA

La période a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 18 mars 2025 par le conseil d'administration.

#### *Règles générales*

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement n°2016-07 du 4 novembre 2016, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'une période à l'autre,
- indépendance des périodes,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

#### *Immobilisations corporelles et incorporelles*

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### *Amortissements*

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Concessions, logiciels et brevets :	1 à 8 ans
Autres immobilisations incorporelles :	1 à 8 ans
Agencements des constructions :	10 à 20 ans
Installations techniques :	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers :	3 à 10 ans
Matériel de bureau :	5 à 10 ans
Matériel informatique :	2 à 3 ans
Mobilier :	3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

#### Frais d'établissement

Les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

Ils se détaillent de la façon suivante :

Désignation	Valeur brute	Amort. antérieur	Dot. exercice	Cumul	VNC
Hors frais d'introduction	84 202	84 202	0	84 202	0
Frais d'introduction	1 060 636	319 051	212 091	531 143	529 494
<b>Total</b>	<b>1 144 839</b>	<b>403 254</b>	<b>212 091</b>	<b>615 345</b>	<b>529 494</b>

#### Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une analyse « ligne à ligne » est également réalisée afin d'isoler et de déprécier à 100% les créances irrécouvrables (liquidation ou cessation du client).

En fonction de cette analyse, la règle de dépréciation standard des créances clients considérées comme risquées est la suivante :

- Créance échue depuis plus de 6 mois : 25%,
- Créance échue depuis plus de 12 mois : 50%,
- Créance échue depuis plus de 24 mois : 90%.

Lorsque la société estime que le recouvrement est totalement compromis, la dépréciation est portée à 100%.

Au 31 décembre 2024, la dépréciation des comptes clients a fait l'objet d'une analyse approfondie et les risques de non-recouvrement ont été appréhendés par un complément de dépréciation. Le recouvrement de certaines créances est confié à un prestataire externe.

#### Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont répartis sur la durée de chaque emprunt.

#### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

#### Recherche, Développement, Innovation :

Depuis sa création, notre société développe des solutions innovantes dans le domaine des écrans publicitaires installés sur les pompes à essence ainsi que dans les domaines associés.

Les frais de recherche et développement inscrits à l'actif correspondent aux dépenses qui répondent à la définition d'un actif. Il s'agit en particulier des salaires et charges sociales des personnes qui ont concouru aux divers projets de développement. Ces frais sont portés à l'actif et amortis sur 6 à 8 ans à compter de leur mise en service, c'est à dire lors de la mise en exploitation des contrats commerciaux de la société.

Les avantages économiques liés aux frais de recherche et développement viennent théoriquement sur la durée des contrats (8 ans).

Au 31 décembre 2024, les frais de R&D représentent environ 1,6 M€, amortis de 1,0 M€.

Le crédit d'impôt Innovation déclaré au titre de l'exercice résulte d'une analyse technique. Notre société est accompagnée par un consultant spécialisé dans ce domaine pour déterminer le montant de ce crédit d'impôt.

#### *Durées d'amortissement*

Jusqu'au 31 décembre 2020, les caissons figurant en immobilisations étaient amortis sur la durée du contrat commercial auquel ils étaient liés.

Les caissons étaient initialement amortis sur 6 ans, durée des premiers contrats d'exploitation.

La Société a augmenté la durée d'amortissement de ses caissons pour la passer à 8 ans pour la partie électrique, 10 ans pour la partie métallique, car le taux de disponibilité et de fonctionnement des écrans était de plus de 99 % sur 2021. Ce fort taux de disponibilité constaté après plus de 4 années d'exploitation a permis à la Société d'envisager une exploitation de son parc pour deux années complémentaires. De plus, la Société s'est appuyée sur un benchmark d'écrans similaires (écrans installés dans les gares et les métros) conçus et fabriqués par le même prestataire et qui sont aujourd'hui installés et en parfait état de fonctionnement depuis 10 ans.

Enfin, les frais d'entretien et de maintenance sont très limités.

En conséquence, les durées d'amortissement des caissons ont été revues.

Ceci constituait un changement d'estimation, traité de manière prospective au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### *Engagement de retraite*

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier. Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

#### *Affacturation*

La société a recours à une société d'affacturation auprès de laquelle elle cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Le contrat d'affacturation prévoit qu'il y ait subrogation entre la société et le Factor.

Les postes du bilan concernés par l'affacturation se détaillent ainsi :

<b>Bilan d'affacturation - Fill Up Media - en €</b>	<b>31/12/24</b>
Dépôts et cautions	263 720
<b>Total Comptes affacturation - Actif</b>	<b>263 720</b>
Autres dettes	
<b>Total Comptes affacturation - Passif</b>	<b>-</b>

Le montant des créances cédées au factor et non réglées à leur date d'exigibilité est retraité en créance clients et en moins de la trésorerie.

### Faits caractéristiques de la période

#### INFORMATIONS A PRENDRE EN COMPTE DANS LE CADRE DE LA PERIODE DE FORTE INCERTITUDE ACTUELLE :

Le conflit russo-ukrainien, les conditions macro-économiques actuelles (pressions inflationnistes, hausse des taux d'intérêt, hausse des coûts des matières premières et de l'énergie, pénuries, volatilité des taux de change) n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière et patrimoniale et sur le résultat de la Société au 31 décembre 2024.

### Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Variation des immobilisations - Fill Up Media		Valeur brute			
En €	Au 31/12/23	Acquisitions	Cessions	Virements	Au 31/12/24
Frais d'établissement	1 144 839				1 144 839
Frais de recherche et de développement	1 561 068	8 022			1 569 090
Concession, brevets et droits similaire	770 762	77 740			848 503
Autres immobilisations incorporelles	275 200	56 700			331 900
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	327 241	498 471			825 712
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 079 110</b>	<b>640 934</b>	-	-	<b>4 720 044</b>
Installations techniques, matériels et outillage industriels	3 454 945	8 707	(951 965)	3 147 543	5 659 230
Autres immobilisations corporelles	34 455	62 805	(19 142)		78 118
Immobilisations en cours	756 250	4 262 702		(3 147 543)	1 871 410
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 245 650</b>	<b>4 334 214</b>	<b>(971 107)</b>	-	<b>7 608 757</b>
Autres titres immobilisés	2 500				2 500
Autres immobilisations financières	726 685		(112 723)		613 962
<b>Immobilisations financières</b>	<b>729 185</b>	-	<b>(112 723)</b>	-	<b>616 462</b>
<b>Total Actif immobilisé (en valeur brute)</b>	<b>9 053 945</b>	<b>4 975 148</b>	<b>(1 083 830)</b>	-	<b>12 945 263</b>

Variation des immobilisations - Fill Up Media		Amortissements et dépréciations			
En €	Au 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Virements	Au 31/12/24
Frais d'établissement	403 254	212 091			615 345
Frais de recherche et de développement	840 732	164 976			1 005 708
Concession, brevets et droits similaire	579 731	112 777			692 508
Autres immobilisations incorporelles	116 175	81 669			197 844
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 939 892</b>	<b>571 513</b>	-	-	<b>2 511 405</b>
Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 509 084	301 163	(278)		2 809 969
Autres immobilisations corporelles	26 886	11 399	(468)		37 816
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 535 969</b>	<b>312 561</b>	<b>(746)</b>	-	<b>2 847 785</b>
<b>Immobilisations financières</b>	-	-	-	-	-
<b>Total Actif immobilisé (amortissements et dépréciations)</b>	<b>4 475 861</b>	<b>884 075</b>	<b>(746)</b>	-	<b>5 359 190</b>

Variation des immobilisations - Fill Up Media		Valeur nette comptable			
En €	Au 31/12/23	Acquisitions	Cessions	Virements	Au 31/12/24
Frais d'établissement	741 585	(212 091)	-	-	529 494
Frais de recherche et de développement	720 336	(156 954)	-	-	563 383
Concession, brevets et droits similaire	191 031	(35 037)	-	-	155 994
Autres immobilisations incorporelles	159 025	(24 969)	-	-	134 056
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	327 241	498 471	-	-	825 712
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 139 218</b>	<b>69 420</b>	-	-	<b>2 208 638</b>
Installations techniques, matériels et outillage industriels	945 861	(292 456)	(951 687)	3 147 543	2 849 261
Autres immobilisations corporelles	7 569	51 407	(18 674)	-	40 301
Immobilisations en cours	756 250	4 262 702	-	(3 147 543)	1 871 410
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 709 680</b>	<b>4 021 653</b>	<b>(970 362)</b>	-	<b>4 760 972</b>
Autres titres immobilisés	2 500	-	-	-	2 500
Autres immobilisations financières	726 685	-	(112 723)	-	613 962
<b>Immobilisations financières</b>	<b>729 185</b>	-	<b>(112 723)</b>	-	<b>616 462</b>
<b>Total Actif immobilisé (en valeur nette comptable)</b>	<b>4 578 084</b>	<b>4 091 073</b>	<b>(1 083 085)</b>	-	<b>7 586 073</b>

Les Autres immobilisations incorporelles se composent notamment d'études réalisées par un institut indépendant et permettant d'analyser le comportement des automobilistes face aux écrans de la Société.

3 148 K€ d'immobilisations corporelles en cours ont été mises en service sur l'exercice 2024, en lien avec la signature du nouveau contrat avec Carrefour et l'installation des caissons correspondants. Ils ont été reclassés dans les postes d'immobilisations concernés et amortis.

#### *Immobilisations financières*

Les 616 K€ d'immobilisations financières sont composées de :

- 3 K€ d'actions Time for the Planet, classes en autres titres immobilisés
- 128 K€ de caution auprès de BPI,
- 264 K€ de fonds de garantie et réserve de financement du factor,
- 104 K€ de dépôts et cautionnements divers (locations notamment),
- 118 K€ de contrat de liquidité (liquidités pour 32 K€ et actions pour 86 K€).

#### Créances clients

Les créances clients se composent des principaux postes suivants :

Clients - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Créances clients	1 928 134	4 499 511	↓ - 2 571 377	(57)%
Clients douteux	1 330 186	865 791	↑ +464 395	54 %
FAE	7 216 405	4 843 120	↑ +2 373 285	49 %
<b>Sous-total Créances clients brutes</b>	<b>10 474 724</b>	<b>10 208 422</b>	↑ <b>+266 302</b>	<b>3 %</b>
Dépréciation clients douteux	(812 744)	(925 683)	↑ +112 939	(12)%
<b>Total Créances clients nettes</b>	<b>9 661 981</b>	<b>9 282 739</b>	↑ <b>+379 241</b>	<b>4 %</b>
Taux de dépréciation des créances brutes	7,8 %	9,1 %	⇒ - 1,3 points	

#### Autres créances

Les autres créances se composent de :

Autres créances - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Fournisseurs débiteurs, RRR à obtenir et autres avoirs	49 234	13 907	↑ +35 326	254 %
Créances sociales	-	1 799	⇒ - 1 799	(100)%
dont Personnel et comptes rattachés	-	555	⇒ - 555	(100)%
dont Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	-	1 244	⇒ - 1 244	(100)%
Créances fiscales	1 732 109	853 304	↑ +878 805	103 %
dont Impôts sur les bénéficiaires (IS)	278 118	153 220	↑ +124 898	82 %
dont Taxes sur le chiffre d'affaires (TVA)	1 453 991	700 084	↑ +753 907	108 %
Créances groupes et associés	16 119	9 983	↑ +6 137	61 %
dont Autres créances groupes et associés	16 119	9 983	↑ +6 137	61 %
Débiteurs divers	10 381	853	↑ +9 528	1117 %
dont Divers - Produits à recevoir	10 381	-	↑ +10 381	N/A
dont Autres débiteurs divers	(0)	853	⇒ - 853	(100)%
<b>Sous-total Autres créances brutes</b>	<b>1 807 844</b>	<b>879 846</b>	↑ <b>+927 997</b>	<b>105 %</b>
<b>Sous-total Provisionnement des autres créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	⇒ <b>-</b>	<b>N/A</b>
<b>Total Autres créances nettes</b>	<b>1 807 844</b>	<b>879 846</b>	↑ <b>+927 997</b>	<b>105 %</b>

### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice, détaillé par échéance, s'établit comme suit :

Créances - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	< 1 an	> 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Dépôts et cautionnements	495 776		495 776
Contrat de liquidité	118 186	118 186	
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	10 474 724	10 474 724	
Autres créances	1 784 831	1 784 831	
Charges constatées d'avance	257 363	257 363	
<b>Total</b>	<b>13 130 881</b>	<b>12 635 105</b>	<b>495 776</b>

### Produits à recevoir

Ils se composent essentiellement des Factures à établir liées au cut-off décrit ci-après dans la note Reconnaissance des revenus, au sein des Notes sur le compte de Résultat, pour un montant de 7 216 405 €.

### Composition du capital social et affectation du résultat

Capital social d'un montant de 745 881,25 euros décomposé en 2 983 525 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Lors de l'AGE du 19 mai 2022, la valeur nominale de chaque action a été divisée par 40 pour passer de 10 euros à 0,25 euros par action.

Le nombre d'actions est ainsi passé de 49 993 actions à 1 999 720 actions, ceci avant l'introduction en Bourse.

Variation des capitaux propres - Fill Up Media - en €	Au 31/12/23	Augmentations	Affect. résultat 12/23	Résultat 12/24	Au 31/12/24
Capital	704 503	+41 378			745 881
dont Capital souscrit appelé versé	704 503	+41 378			745 881
Primes	9 368 567	+958 622	(2 629 791)		7 697 398
dont Primes d'émission	9 368 567	+958 622	(2 629 791)		7 697 398
Réserves	31 752		-		31 752
dont Réserve légale	21 400		-		21 400
dont Autres réserves	10 352		-		10 352
Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)	(2 750 003)				(2 750 003)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(2 629 791)		2 629 791	(2 527 190)	(2 527 190)
<b>Total hors Subventions, Prov. réglementées et Autres fonds propres</b>	<b>4 725 028</b>	<b>+1 000 000</b>	-	<b>(2 527 190)</b>	<b>3 197 838</b>
<i>Distribution de dividendes</i>					
				-	
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>4 725 028</b>	<b>+1 000 000</b>	-	<b>(2 527 190)</b>	<b>3 197 838</b>

Conformément aux décisions de l'assemblée générale du 18/06/2024, le résultat de l'exercice précédent a été affecté en réduction de la prime d'émission.

Les actions émises lors de l'augmentation du capital du 28 juin 2022 bénéficient d'un droit de vote simple. Les actionnaires historiques bénéficient d'actions à droit de vote double.

## Etat des dettes

Les dettes financières nettes se détaillent ainsi :

Emprunts et dettes financières - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Emprunts et dettes assimilées	8 636 575	4 472 285	↑ +4 164 290	93 %
dont Emprunts obligataires convertibles	2 805 103	-	↑ +2 805 103	N/A
dont Emprunts auprès des établissements de crédit	5 813 792	4 459 798	↑ +1 353 994	30 %
dont Autres emprunts et dettes assimilées	17 680	12 487	↑ +5 193	42 %
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>8 636 575</b>	<b>4 472 285</b>	<b>↑ +4 164 290</b>	<b>93 %</b>
<b>Trésorerie active</b>	<b>3 222 587</b>	<b>4 870 940</b>	<b>↓ - 1 648 354</b>	<b>(34)%</b>
<b>Endettement net</b>	<b>(5 413 989)</b>	<b>398 655</b>	<b>↓ - 5 812 644</b>	<b>(1458)%</b>

Le total des dettes à la clôture de l'exercice, détaillé par échéance, s'établit comme suit :

Dettes - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	2 805 103		2 805 103	
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	5 831 472	1 226 002	4 305 470	300 000
dont à plus d'1 an à l'origine	5 813 792	1 208 322	4 305 470	300 000
dont à moins d'1 an à l'origine	17 680	17 680		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-		
Fournisseurs et comptes rattachés	7 888 487	7 888 487		
Dettes fiscales	2 292 060	2 292 060		
Dettes sociales	373 851	373 851		
Dettes sur immobilisations	-	-		
Autres dettes	466 943	466 943		
Produits constatés d'avance	1 185 815	1 185 815		
<b>Total</b>	<b>18 038 628</b>	<b>13 433 159</b>	<b>4 305 470</b>	<b>300 000</b>

Les dettes bancaires se traduisent par des emprunts auprès d'établissements de crédit dont les conditions sont les suivantes :

Banque	Date début	Date fin	Montant initial en K€	Taux d'intérêt
BPI	oct-18	déc-25	500	5,15%
BNP	mai-20	mai-26	190	0,75%
CIC	mai-20	mai-26	190	0,70%
BPI	juin-20	mai-26	190	1,75%
HSBC	juin-20	mai-26	100	0,31%
CA	mai-20	mai-26	190	0,70%
CE	mars-23	avr-29	1 300	3,91%
BPI	déc-23	déc-30	1 500	7,37%
BNP	déc-23	déc-28	500	4,59%
CIC	janv-24	janv-29	750	6,10%
CA	juil-24	juil-29	1 500	4,99%
CE	juin-24	juin-29	200	5,10%

## Charges à payer

Charges à payer - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24
Fournisseurs FNP	3 961 867
Intérêts courus sur emprunts	17 680
Congés payés et charges afférentes	154 549
Etat Charges à payer	28 392
<b>Total</b>	<b>4 162 488</b>

Les FNP incluent les redevances à verser aux réseaux selon leurs modalités propres (proportionnelles ou fixes selon les réseaux).

### Charges constatées d'avance

Les CCA, soit 257 363 € correspondent en grande partie aux loyers et aux redevances de crédit-bail, facturés par période à échoir.

### Produits constatés d'avance

Les PCA, soit 1 185 815 € correspondent à la partie du CA diffusion postérieure à la date de clôture des comptes.

Ces produits sont reportés sur la période à laquelle ils correspondent.

## Notes sur le compte de résultat

### Reconnaissance des revenus

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de campagnes publicitaires est comptabilisé de la manière suivante, qu'il s'agisse d'une campagne locale ou nationale :

- frais d'advertising : 80% du montant de la commande au début de la diffusion,
- diffusion : 20% étalés en fonction de la durée de la commande.

Le terme « advertising » englobe l'ensemble des technologies et services mis en place pour diffuser les campagnes des annonceurs sur le réseau Fill Up Media.

Les frais d'advertising sont constitués principalement par :

- la création, la réception et l'archivage du bon de commande,
- la création et l'envoi de la facture et de l'échéancier de prélèvements,
- la mise en place des prélèvements automatiques (création du tiers, saisie des informations bancaires),
- la planification informatique des campagnes,
- la mise au format des spots vidéos (vérification de l'encodage audio et vidéo afin de s'assurer une qualité homogène sur le réseau).

L'ensemble de ces opérations de mise en place de la campagne à diffuser représente environ 90% du temps passé sur l'ensemble de la diffusion. En effet, toutes les opérations suivantes sont automatisées grâce à ce travail préparatoire (notamment les encaissements).

La diffusion du spot vidéo sur les écrans ne génère que peu de charge.

La société estime que les frais d'advertising correspondent à environ 80% du montant de la commande.

La création de spots publicitaires et les frais techniques ne sont pas compris dans les frais d'advertising.

La création de spots publicitaires correspond à la production en interne par la Société de clips vidéo réalisés pour les annonceurs et diffusés sur les écrans publicitaires. Ce produit est reconnu lors de son achèvement, qui correspond à la date de validation du bon de commande.

Les frais techniques correspondent aux coûts de mise en place de la diffusion des campagnes publicitaires. Ce produit est reconnu lors de son achèvement, qui correspond également à la date de validation du bon de commande.

Les autres produits connexes correspondent essentiellement aux « échanges marchandises ». L'échange marchandises est un échange à valeur égale de biens et/ou de services entre un client et un fournisseur. L'échange marchandises se pratique fréquemment dans le secteur de la communication et des médias. Il permet l'achat d'espace publicitaire en échange de biens ou de services de l'entreprise qui achète cet espace (par exemple, présence du logo d'un magazine sur l'affiche d'un spectacle). Fill Up Media a noué des contrats de partenariat de ce type avec des clubs et des événements sportifs, notamment au niveau local, avec le LOU Rugby, l'Olympique Lyonnais, l'Open Parc. Le produit et la charge sont reconnus lors de la prise d'effet de l'échange marchandises. Sur l'exercice 2024, les échanges se sont élevés à environ 704 K€ en produits et en charges.

#### Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se détaillent en :

Autres produits d'exploitation - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Production immobilisée	498 471	327 241	↑ +171 231	52 %
dont Immobilisations incorporelles	498 471	327 241	↑ +171 231	52 %
Subventions d'exploitation	5 567	13 833	↓ - 8 267	(60)%
Reprises sur amort. et prov., transf. de charges	599 583	203 417	↑ +396 167	195 %
dont Reprises sur prov. pour dépré. des actifs circulants	431 931	96 950	↑ +334 981	346 %
dont Transferts de charges d'exploitation	167 652	106 467	↑ +61 186	57 %
Autres produits	940	900	→ +41	5 %
dont Produits divers de gestion courante	940	900	→ +41	5 %
<b>Total Autres produits d'exploitation</b>	<b>1 104 562</b>	<b>545 390</b>	<b>↑ +559 171</b>	<b>103 %</b>

#### Autres achats et charges externes

Les autres produits d'exploitation se composent principalement de :

AACE - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Achats d'études et prestations de services	2 709 787	2 314 678	↑ +395 109	17 %
Achats non stockés de matières et fournitures	119 542	107 166	↑ +12 377	12 %
Sous-traitance générale	110 610	101 724	↑ +8 886	9 %
Redevances de crédit-bail	503 597	444 569	↑ +59 028	13 %
Locations	556 523	454 722	↑ +101 801	22 %
Charges locatives et de copropriété	41 063	18 750	↑ +22 313	119 %
Entretien et réparations	220 538	260 542	↓ - 40 003	(15)%
Primes d'assurances	127 728	81 688	↑ +46 040	56 %
Divers Services extérieurs	43 595	21 614	↑ +21 981	102 %
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	388 421	291 545	↑ +96 875	33 %
Publicité, publications relations publiques	866 948	672 578	↑ +194 370	29 %
Déplacements , missions et réceptions	254 755	240 572	↑ +14 184	6 %
Frais postaux et de télécommunications	22 079	23 638	→ - 1 559	(7)%
Services bancaires et assimilés	75 847	97 039	↓ - 21 192	(22)%
Divers Autres services extérieurs	248 852	96 273	↑ +152 580	158 %
<b>Total AACE</b>	<b>6 290 463</b>	<b>5 228 146</b>	<b>↑ +1 062 316</b>	<b>20 %</b>

#### Rémunération du commissaire aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 35 000 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

### Impôts et taxes

Le poste impôts et taxes se compose principalement des éléments suivants :

Impôts et taxes - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Taxe d'apprentissage et versements libératoires	25 006	21 055	➔ +3 951	19 %
Formation continue	47 637	47 282	➔ +355	1 %
Autres taxes assises sur les salaires	1 220	966	➔ +254	26 %
<b>Taxes assises sur les salaires</b>	<b>73 863</b>	<b>69 303</b>	<b>➔ +4 560</b>	<b>7 %</b>
En % de la masse salariale	2,71 %	3,11 %	➔ - 0,40 points	
Autres taxes assises sur le CA	13 163	4 135	⬆ +9 028	218 %
<b>Taxes assises sur le CA</b>	<b>13 163</b>	<b>4 135</b>	<b>⬆ +9 028</b>	<b>218 %</b>
En % du CA	0,14 %	0,05 %	➔ +0,09 points	
Contribution économique territoriale (CET)	12 766	15 152	➔ - 2 386	(16)%
TVS	28 007	16 382	⬆ +11 625	71 %
Autres	272	888	➔ - 616	(69)%
<b>Autres taxes</b>	<b>41 045</b>	<b>32 422</b>	<b>⬆ +8 623</b>	<b>27 %</b>
<b>Total Impôts et taxes</b>	<b>128 071</b>	<b>105 860</b>	<b>⬆ +22 211</b>	<b>21 %</b>

### Charges de personnel

Le détail des charges de personnel se présente comme suit :

Personnel - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Salaires	2 730 014	2 231 439	⬆ +498 574	22 %
Congés payés	9 243	23 806	⬇ - 14 564	(61)%
<b>Sous-total Salaires + CP</b>	<b>2 739 256</b>	<b>2 255 246</b>	<b>⬆ +484 011</b>	<b>21 %</b>
Primes et gratifications	491 718	710 354	⬇ - 218 637	(31)%
Indemnité et avantages divers	4 901	17 637	⬇ - 12 736	(72)%
<b>Rémunération du personnel</b>	<b>3 235 875</b>	<b>2 983 237</b>	<b>⬆ +252 638</b>	<b>8 %</b>
URSSAF	971 985	897 231	⬆ +74 755	8 %
Retraite et prévoyance	314 607	309 857	➔ +4 750	2 %
Autres organismes sociaux	3 637	9 523	⬇ - 5 886	(62)%
Autres charges sociales	47 589	34 598	⬆ +12 991	38 %
<b>Charges sociales</b>	<b>1 337 818</b>	<b>1 251 208</b>	<b>⬆ +86 610</b>	<b>7 %</b>
Versements CE, œuvres sociales, médecine du travail	62 513	47 971	⬆ +14 542	30 %
Autres charges de personnel	38 004	7 604	⬆ +30 400	400 %
<b>Charges de personnel</b>	<b>4 674 209</b>	<b>4 290 019</b>	<b>⬆ +384 190</b>	<b>9 %</b>

La rémunération des mandataires sociaux (Manuel Berland en qualité de Président et Aurélien Grillot en qualité de Directeur Général Délégué) s'est élevée à 310 005 euros bruts au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'effectif se répartit ainsi :

Effectif	2024	2023
apprentis	3	2
agents de maîtrise	44	34
cadres	22	20
<b>Total</b>	<b>69</b>	<b>56</b>

### Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation se détaillent en :

Autres charges d'exploitation - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Redevances pour concessions, brevets, licences,...	351 985	288 671	↑ +63 313	22 %
Pertes sur créances irrécouvrables	267 702	95 712	↑ +171 990	180 %
Charges diverses de gestion courante	477	91	→ +387	427 %
<b>Total Autres charges d'exploitation</b>	<b>620 164</b>	<b>384 474</b>	<b>↑ +235 690</b>	<b>61 %</b>

### Détermination de l'EBE

Compte de résultat - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(2 105 851)</b>	<b>(2 652 122)</b>	<b>+546 271</b>	<b>(21)%</b>
Dotations d'exploitation	(1 218 719)	(1 474 038)	+255 319	(17)%
Reprises sur amort. et prov., transf. de charges	599 583	203 417	+396 167	195 %
Autres charges	(620 164)	(384 474)	- 235 690	61 %
<b>EBE</b>	<b>(866 551)</b>	<b>(997 026)</b>	<b>+130 475</b>	<b>(13)%</b>
Retraitement redevances techniques	(216 300)	(150 192)	- 66 108	44 %
Retraitement des leasings écrans en amortissement	(414 087)	(403 285)	- 10 802	3 %
<b>EBE retraité</b>	<b>(668 764)</b>	<b>(743 933)</b>	<b>+75 169</b>	<b>(10)%</b>

L'EBE et l'EBITDA sont des notions proches mais l'EBE est défini par le PCG, alors que l'EBITDA ne l'est pas.

Les redevances techniques sont retraitées en coût de production et les leasings sont retraités en amortissements pour améliorer la lisibilité.

### Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

Résultat financier - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Produits des autres val. mob. et créances de l'actif immobilisé	242	20 910	↓ - 20 669	(99)%
Autres intérêts et produits assimilés	2 049	-	→ +2 049	N/A
<b>Total des produits financiers</b>	<b>2 291</b>	<b>20 910</b>	<b>↓ - 18 619</b>	<b>(89)%</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	5 815	-	↑ +5 815	N/A
Intérêts et charges assimilées	342 752	89 369	↑ +253 383	284 %
<b>Total des charges financières</b>	<b>348 566</b>	<b>89 369</b>	<b>↑ +259 197</b>	<b>290 %</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(346 276)</b>	<b>(68 459)</b>	<b>↓ - 277 817</b>	<b>406 %</b>

A fin 2024, le résultat financier est impacté par les intérêts des emprunts.

A fin 2023, les produits financiers correspondaient aux intérêts de placement de la trésorerie en comptes à terme.

### Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels résultent d'événements ou d'opérations distincts des activités ordinaires et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

Au 31 décembre 2024, le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

Résultat exceptionnel - Fill Up Media - en €	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 502	2 657	➡ +2 845	107 %
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 001 964	180 810	⬆️ +821 153	454 %
<b>Total Produits exceptionnels</b>	<b>1 007 465</b>	<b>183 467</b>	<b>⬆️ +823 998</b>	<b>449 %</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(214 293)	(5 186)	⬇️ - 209 108	4032 %
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(993 134)	(218 681)	⬇️ - 774 453	354 %
<b>Total Charges exceptionnelles</b>	<b>(1 207 427)</b>	<b>(223 866)</b>	<b>⬇️ - 983 561</b>	<b>439 %</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(199 962)</b>	<b>(40 399)</b>	<b>⬇️ - 159 563</b>	<b>395 %</b>

Les produits exceptionnels sur opérations en capital correspondent au lease-back d'une partie des caissons pour environ 970 K€. Aucune plus ou moins-value n'a été constatée sur cette opération.

#### Autres informations

#### *Engagements hors bilan au 31 décembre 2024*

	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>	
Nantissement FDC	2 542 282
Crédit bail (cf tableau spécifique)	
<b>Engagements reçus</b>	
Cautions - retenue de garantie marchés privés	150 000
Cautions - divers marchés	0

#### Engagement de crédit-bail :

	31/12/2024
<b>VALEUR D'ORIGINE</b>	<b>2 088 558</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>	
<i>Cumul exercices antérieurs</i>	938 918
<i>Dotations de l'exercice</i>	255 138
<b>TOTAL</b>	<b>1 194 056</b>
	0
<b>REDEVANCES PAYEES</b>	0
<i>Cumul exercices antérieurs</i>	946 687
<i>Exercice</i>	335 452
<b>TOTAL</b>	<b>1 282 139</b>
	0
<b>REDEVANCES RESTANT A PAYER</b>	0
<i>A un an au plus</i>	347 064
<i>A plus d'un an et cinq ans au plus</i>	860 190
<i>A plus de cinq ans</i>	15 525
<b>TOTAL</b>	<b>1 222 779</b>
	0
<b>VALEUR RESIDUELLE</b>	<b>14 514</b>

Indemnités de départ en retraite 13 817 €  
Tenant compte des paramètres classiques d'évaluation basés sur des hypothèses de turnover, de mortalité (TH 00-02 et TF 00-02), d'inflation des rémunérations et d'actualisation, et d'un départ à la retraite à 65 ans. La pyramide des âges de l'entreprise étant assez jeune, l'engagement actualisé est d'un montant peu significatif.

Taux de rotation non cadre	15,0%
Taux de rotation cadre	7,0%
Taux de progression des salaires	3,0%
Taux d'actualisation	3,0%
Taux de charges	45,0%

#### *Impôt sur les bénéficiaires*

Le résultat fiscal est déficitaire et la société ne constate donc pas de charge d'impôt dans ses comptes. Le produit d'impôts correspond au crédit d'impôt innovation et au crédit d'impôt mécénat. Les déficits fiscaux cumulés s'élèvent à 8 M€ à fin 2024.

#### *Evènements postérieurs au 31 décembre 2024*

Aucun évènement de cette nature n'est à signaler à la date d'arrêt des comptes annuels.

#### *Parties liées*

Les transactions avec les parties liées sont peu nombreuses.

#### Churchill

La société a déménagé son siège social au 139 rue Vendôme au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

La SAS Churchill, propriétaire des locaux, est détenue par les 4 fondateurs de Fill Up Media.

Dépôt de garantie 70 000 euros

Loyer 2024 : 140 000 euros outre 40 994 euros de charges locatives pour 12 mois.

#### Groupe Fill Up Media

Frais de fonctionnement facturés à Fill Up Media : 7 000 euros

## Tableau des flux de trésorerie

<b>Tableau de flux de trésorerie - Fill Up Media - en €</b>		<b>Au 31/12/24</b>
Résultat net		- 2 527 190
+/- Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises, QP de subventions		+771 136
- Plus-values de cession		+111 978
<b>= Marge brute d'autofinancement</b>		<b>- 1 644 077</b>
- Variation du BFR (brut et retraité des comptes courants intragroupes débiteurs)		- 1 158 389
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION</b>		<b>- 2 802 467</b>
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		+971 107
- Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (*)		- 4 975 148
+/- Variation des immobilisations financières brutes		-
+/- Variation des dettes envers les fournisseurs d'immobilisations		-
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT</b>		<b>- 4 004 041</b>
Variation du capital en numéraire		+1 000 000
- Dividendes versés		+0
+/- Variation des subventions d'investissement		-
+/- Variation des emprunts		+4 164 290
+/- Variation des comptes courants intragroupes		- 6 137
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT</b>		<b>+5 158 154</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		<b>- 1 648 354</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>		<b>+4 870 940</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>		<b>+3 222 587</b>

(\*) Dont 498 471 euros de production immobilisée